

LA REVANCHE DE LA FRANCE.

On ne peut presque point lire de livre, de revue ou de journal français qui ne proclame ouvertement ou qui ne fasse entendre que le devoir de la France est de se préparer à prendre, par les armes, une revanche glorieuse de ses récents revers. Les écrivains les plus sensés, les plus sages, n'hésitent pas à dire qu'il faut instiller au cœur des générations nouvelles la haine des Prussiens. La meilleure raison, ou du moins la plus goûtée et la mieux comprise que l'on puisse faire valoir en faveur d'une réforme est qu'elle préparera les Français à vaincre les Allemands.

Que le peuple français éprouve ces sentiments, il ne faut point s'en étonner. La soif de la vengeance est naturelle au cœur de l'homme, et elle est d'autant plus intense que l'offense a été plus profonde. M. de Bismark l'avait prévu, c'était le fond de son argumentation contre M. Jules Favre, quand il discutait les conditions de la paix. Mais ce qui est naturel est souvent très-peu prudent et très-peu raisonnable. La passion est naturelle ; elle est pourtant une détestable conseillère.

Parler de revanche en ce moment est puéril, maladroit et malhabile. Puéril, car c'est agir comme un enfant battu par un autre, qui crie en montrant le poing : Demain, tu me le payeras ; — maladroit, car c'est donner raison à M. de Bismark, prétendant qu'il devait garder Metz et Strasbourg, non par esprit de conquête et pour agrandir l'Allemagne, mais uniquement pour se défendre au jour de l'inévitable vengeance ; — malhabile, car si l'on veut se venger d'un ennemi puissant, il faut se préparer en silence, se recueillir, comme l'a fait si habilement la Russie ; laisser croire qu'on oublie, puis saisir le moment opportun. Si vous annoncez sans cesse

que vous attaquerez le plus tôt possible, l'ennemi se tiendra prêt et aura soin de ne point s'engager ailleurs.

En outre, ne rêver que vengeance, ne songer qu'à la guerre, est, à notre époque, une idée malsaine et démoralisante. Il en résulte que les forces vives de la nation, — argent, jeunesse, intelligence, esprit de recherche — sont absorbées dans des poursuites absolument improductives. En France, la population n'augmentait déjà que très-lentement. Cela n'est pas un mal en soi, mais relativement à l'accroissement des autres nations, cette stérilité peut devenir une cause d'infériorité dans la balance des forces matérielles. Or, si l'on appelle plus de jeunes gens sous les drapeaux et si on consacre plus d'argent aux armements, outre le demi-milliard d'impôts nouveaux qu'exige la liquidation de l'Empire en faillite, il en résultera probablement que la population n'augmentera plus, car ce qui l'arrête, c'est moins un défaut de fécondité dans l'espèce que le manque de subsistances. D'après ce que j'apprends, beaucoup d'élèves distingués sortant des collèges et qui se destinaient au barreau, à l'enseignement, aux lettres, aux arts, se dirigent maintenant vers l'armée, en prévision de la revanche espérée.

Ce spectacle est fait pour attrister les amis de la France, car ce n'est pas ainsi qu'on guérira ce noble peuple du mal profond que l'Empire lui a fait. Ceux qui ont gouverné en France les affaires et l'opinion ont toujours empoisonné l'esprit de la nation des idées les plus fausses. Parmi celles-ci, il y a surtout l'engouement de la gloire militaire et la manie des interventions étrangères. Par exemple, quelle funeste influence n'a pas exercée M. Thiers, en exaltant le premier empire, en cultivant l'esprit guerrier dont le retour des cendres de Napoléon était le symbole et la consécration. Lisez les mémoires de M. Guizot. Sa préoccupation constante est d'étendre à l'étranger « l'influence de la France. » Pour cela, on intervient ou on intrigue partout. En Orient, pour soutenir Méhémet-Ali; en Espagne, pour prêter appui aux libéraux, ou pour y faire des mariages princiers; en Suisse, pour défendre les Jésuites; en Belgique, pour conseiller à Léopold I^{er} l'emploi de la force armée. C'est ce qu'on appelait « une politique digne d'un grand pays. » Il en résultait les plus fâcheuses conséquences.

Premièrement, l'attention publique se tournait vers les affaires étrangères, au lieu de se fixer sur les réformes à l'intérieur, où tout était à faire.

Secondement, il fallait entretenir une forte armée et une flotte puissante pour faire sentir et craindre partout « l'épée de la France. »

Troisièmement, la fibre nationale devenait extrêmement susceptible, et tout agrandissement d'un pays étranger était considéré comme une offense à l'honneur et une atteinte à la légitime prépondérance de la France. On entretenait dans tout le peuple cette croyance ou plutôt ce dogme que la France devait être et rester le pays le plus puissant du monde. Rien de plus curieux, sous ce rapport, que le dernier chapitre du dernier livre de Prévost-Paradol. L'idée que la France puisse tomber au second rang, comme puissance militaire, et ne plus l'emporter sur les autres nations que par les lettres, les arts et les sciences, lui inspire une sorte de fureur patriotique. Cet esprit si sage, cet ami si éclairé de la liberté et du progrès pacifique n'hésite pas à accepter, à demander même la guerre avec la Prusse, plutôt que de la voir étendre son hégémonie sur le reste de l'Allemagne. Les libéraux et les radicaux ont été en ce point plus aveugles même et plus funestes à leur patrie que des hommes d'État comme MM. Thiers et Guizot. Oubliant que leurs ancêtres de la révolution étaient d'abord tous pour la paix, ils ont constamment prêché la guerre, la guerre contre l'Angleterre pour l'affaire Pritchard, la guerre contre l'Europe pour la Pologne ou pour l'Égypte, etc., etc. Les gloires de l'empire et les luttes de l'opposition contre les Bourbons, sous la restauration, avaient mis au cœur des Français un besoin fâcheux de succès militaires, et d'influence, de prépondérance à l'étranger. Ce sentiment existant, tous les partis l'ont entretenu et exploité tour à tour, les uns comme moyen de gouvernement, les autres comme moyen d'opposition. Voilà ce qui a fait adopter à Napoléon III la politique insensée qui l'a conduit successivement en Crimée, en Italie, en Cochinchine, au Mexique et enfin à Sedan. Il se serait résigné à Sadova et même à l'unification de l'Allemagne, hâtée par ses fautes; il avait fait faire, à ce propos, par M. De Lavalette, la théorie « des grandes agglomérations. » Le point d'honneur national, surexcité par les discours de l'opposition, et aussi certainement trop écouté par ses maréchaux, l'ont poussé à la déclaration de guerre de juillet 1870.

Aujourd'hui encore, on persévère dans la même voie; on accable le pays d'impôts pour augmenter la dotation de l'armée, et on entretient dans les âmes un désir âpre de se jeter au premier moment sur l'ennemi. Qu'en résultera-t-il? D'abord, qu'aucun gouvernement sage ne pourra durer, et en second lieu que la nation surexcitée se lancera de nouveau dans les hasards de la guerre, sans les préparatifs et sans les alliances nécessaires pour réussir, comme ces fiers taureaux de l'Andalousie qu'on tourmente dans les ténèbres et qui

ensuite se précipitent avec un aveugle courage sur l'épée tendue du matador.

Ce n'est pas ainsi qu'on fera reprendre à la France la position qu'elle doit occuper pour son bonheur et pour l'avantage de notre continent. On est désolé quand on voit que ni le gouvernement, ni l'assemblée de Versailles ne proposent aucune de ces grandes idées, aucune de ces réformes radicales que de grands malheurs ont toujours inspirés ailleurs. Le gouvernement suit exactement l'ancienne ornière, sauf qu'il revient à certaines vieilles mesures restrictives partout abandonnées : protection de l'industrie par les douanes, entraves de toute nature imposées à la presse, poursuites contre l'*Internationale*, impôts absurdes sur le papier, sur les correspondances postales (1) et le transport des marchandises. Ainsi, tandis que les autres pays et l'Allemagne surtout marchent en avant, la France recule vers le passé. L'Allemagne, avare pour tout le reste, prodigue les millions pour l'enseignement supérieur et en vote de nouveaux pour l'enseignement primaire. La France, où, en fait d'instruction, l'Empire a tout négligé, ne fait rien, absolument rien, pour combler ces effrayantes lacunes. L'Assemblée nationale a même très-mal accueilli le projet de loi si modéré de M. Jules Simon.

Prenant texte de ce manque absolu d'idées neuves et fécondes et de cet abondant et désolant regain d'idées étroites et surannées, les ennemis de la France parlent de la décadence inévitable des races latines. D'abord, nous, Belges, nous ne devrions accepter cette théorie que la mort dans l'âme, car ce serait la condamnation de notre nationalité. Les Flamands pourraient peut-être se sauver, en se rattachant, plus intimement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à ce jour, à la civilisation germanique de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Amérique surtout ; mais l'autre moitié du pays, — les Wallons, — sont des latins ou du moins sont attachés si intimement aux latins par l'identité de la langue, des mœurs, des traditions, des sentiments et de l'histoire, qu'ils n'échapperaient pas au déclin de leurs frères. Qu'on le sache bien, si le niveau des lumières devait baisser en France, il ferait moins clair chez nous. Notre frontière nous préserve de payer pour les folies de nos voisins, mais pour la culture

(1) Dans tous les pays limitrophes on peut correspondre par carte, moyennant 5 centimes. En France, la lettre simple coûte 25 centimes, *cinq fois plus*. Les tarifs pour marchandises étaient déjà plus élevés qu'ailleurs, et on y met un impôt de 10 p. c. — On oublie que le meilleur moyen de favoriser l'industrie est de faciliter les échanges. On place l'industrie dans des conditions d'infériorité et on veut pourtant la protéger !

intellectuelle nous sommes solidaires ; car la frontière n'existe pas pour les choses de l'esprit.

Voyons maintenant jusqu'à quel point cette décadence des races latines est un fait réel. Il est hors de doute que le groupe des peuples germaniques pris dans son ensemble se trouve maintenant dans une meilleure situation que le groupe des peuples latins (1). Voyez seulement la cote de la Bourse, thermomètre de la condition économique des peuples. Si l'on compare le taux de la rente en France et en Angleterre, en Italie et en Prusse, en Espagne et en Suède, en Portugal et en Néerlande, les fonds des premiers sont toujours à 20 p. c. au-dessus de ceux des seconds. Mais cette différence de situation actuelle ne tient pas à une infériorité de la race, c'est-à-dire à une cause sans remède. Je ne suis pas de ceux qui croient que toutes les races sont susceptibles du même développement, et j'admets que la constitution du cerveau ou les aptitudes innées et transmises de l'esprit influent sur la destinée des peuples. Mais latins et germains sont frères ; ils sont également de souche arienne ; au fond, leurs langues sont semblables : mêmes racines, même génie grammatical ; puis, ils ont les mêmes traditions mythiques, les mêmes institutions à l'origine, mêmes mœurs, même indépendance. L'Espagne a conservé ses libertés jusqu'à ce qu'un germain, Charles-Quint, les lui ravit. L'Italie a été aussi remplie de cités libres que la Flandre. La France a eu les mêmes institutions que l'Angleterre jusqu'au xiv^e siècle. Les Magyars, peuple de race jaune et touranienne, ont défendu leur liberté avec plus d'héroïsme, de persévérance et de succès que les Germains. Les Basques, probablement berbères, ont su repousser toutes les tyrannies et conserver leurs autonomies locales jusqu'à ce jour. Le progrès des nations germaniques n'a commencé à devenir plus rapide que depuis le xvi^e siècle. Et aujourd'hui l'Italie, à peine constituée, se réveille ; elle commence à briller, dans toutes les branches scientifiques, d'un éclat si sérieux, qu'un professeur de l'Université de Louvain veut y envoyer étudier notre jeunesse. L'observation des

(1) Ce fait n'est même pas nié par les chefs de l'église catholique. Voici ce que dit M. Bourret, évêque de Rodez, dans sa récente pastorale (janvier 1872) « Les nations catholiques, dit-on, sont en décadence, et les races latines qui sont restées fidèles à l'Église romaine ne sont pas sauvées. C'est vrai, nous ne le nions pas. » Le fait constaté, l'évêque l'attribue à ce que les nations catholiques ne remplissent point leurs devoirs religieux. Admettons l'explication — mais d'où vient cette infidélité, cette révolte ? n'est-ce pas parce que le catholicisme n'est pas en rapport avec les besoins des peuples modernes ? Si l'infériorité des peuples catholiques est certaine, il est difficile de ne pas l'attribuer au catholicisme.

faits ne permet donc pas d'attribuer à l'action de la race la différence de destinée des différents peuples européens.

Ce qui est incontestable, c'est que certaines institutions, certains souverains, certains auteurs, ont exercé une influence si profonde sur certains peuples, que leur caractère s'en est trouvé modifié d'une façon presque permanente; et ainsi on est disposé à attribuer au sang un effet qui vient du dehors. Une tournure particulière donnée aux idées et une certaine direction aux mœurs, transmises ensuite de génération en génération, constituent ce caractère national qu'on ne peut nier et qui distingue le Français, l'Américain, l'Anglais, l'Allemand.

Le Prussien a un caractère très-marqué et très-différent de celui des autres tribus teutones. Il est raide, méthodique, sévère, dur pour lui-même et pour les autres, économe, laborieux, clairvoyant, nullement adonné à la *schwärmerei*, pratique en tout, excellent fonctionnaire, caporal inimitable, et, dans les hautes régions, mathématicien, stratégiste et homme d'État de premier ordre. D'où vient le caractère prussien? Il a été formé, comme le territoire, par le travail persévérant des souverains et l'influence séculaire des institutions. Avant le xvi^e siècle, ce type était inconnu. C'est le Grand-Électeur et le Grand Frédéric, le protestantisme, l'armée, le service et l'instruction obligatoires, qui l'ont créé. Le caractère américain diffère beaucoup du caractère anglais, et pourtant le Yankee est bien de pur sang anglais et saxon. Il a été formé par l'esprit puritain et par les institutions que cet esprit a produites.

Si la France ne réussit pas à établir la liberté sur des bases stables, c'est qu'elle a été profondément pénétrée de l'esprit romain, qui est mortel pour la liberté, et non parce qu'elle a dans le sang ou dans le cerveau quelque infirmité qui la rende incapable de vivre libre. Avant la conquête romaine, l'Italie était remplie de confédérations libres, comme celles des Samnites et de villes libres comme celles de la grande Grèce. Rome même a fourni à l'histoire de la liberté quelques-unes de ses plus belles pages. Mais quand Rome eut conquis le monde connu, elle n'y introduisit pas un régime représentatif ou fédéral; elle y appliqua simplement son régime municipal, qui ne convenait pas au gouvernement de tant de provinces, de langues et de civilisations différentes. Pour tenir ensemble le faisceau de toutes ces parties si diverses de l'Empire, il fallut établir une centralisation administrative absolue, et en même temps les dissensions intérieures aboutirent au despotisme. Ainsi se forma cet absolutisme administratif,

cette centralisation toute puissante qui broya partout les autonomies locales et qui brisa du même coup l'indépendance individuelle.

Le christianisme se constitua à l'origine sous forme de petites sociétés indépendantes où régnait la liberté, l'égalité, la discussion, l'élection et le système représentatif. Mais quand ce culte fut devenu le catholicisme romain, il adopta peu à peu le système de gouvernement de l'Empire. Il en résulta que les peuples qui furent soumis à l'influence de la Rome impériale, puis de la Rome catholique, furent dressés à l'obéissance et à la servitude. Les Germains, beaucoup moins soumis à cette double influence, conservèrent l'indépendance individuelle, le goût de la liberté, des autonomies locales, du régime électif et représentatif que les Latins avaient aussi possédé primitivement. La féodalité, qui n'est autre chose que la bande germanique établie en pays conquis, fit succéder partout en Europe, même dans les pays du Midi, l'indépendance individuelle — pour les nobles bien entendu — à la centralisation administrative et despotique. Mais les rois se mirent bientôt à l'œuvre, aidés par les Juristes, pour rétablir le pouvoir absolu dont ils trouvaient le type dans la Rome impériale. L'Église suivit une marche parallèle, remplaçant les anciennes libertés par l'omnipotence papale.

Au xvi^e siècle, la royauté et l'Église approchaient de la réalisation de leur idéal. C'est alors qu'éclata le mouvement de résistance et d'émancipation qui avait sa racine dans l'individualisme germanique, et qui, par conséquent, triompha dans les pays où cet esprit s'était conservé, tandis qu'il échoua dans les pays où l'influence romaine avait été plus forte. La Réforme fortifia encore le sentiment de liberté chez les peuples qui l'adoptèrent, parce que, retournant aux origines du christianisme, elle rétablit les élections, les autonomies locales, la discussion, c'est-à-dire des institutions libres. Dans les pays où la Réforme fut étouffée, le despotisme triompha à la fois dans l'État et dans l'Église.

La perfection du régime despotique fut atteinte d'abord en Espagne, sous Philippe II et un peu plus tard, en France, sous Louis XIV. Les derniers restes des libertés du moyen-âge furent partout extirpés. La centralisation romaine fut rétablie comme sous les Césars. La révolution française ayant échoué, Napoléon imprima à l'absolutisme administratif une activité et une puissance encore plus irrésistibles, et jusqu'à présent les Français ne sont pas encore parvenus à rompre avec ces fâcheuses traditions.

Ce qui a empêché la liberté de prendre fortement racine dans le sol français, c'est l'influence de Rome, la Rome impériale d'abord et la Rome papale ensuite.

Les peuples qui avaient conservé l'habitude de la liberté et le sentiment de l'indépendance individuelle, originaires commun à toutes les tribus ariennes, furent encore fortifiés dans ces dispositions par le culte qu'ils adoptèrent au xvi^e siècle. Les peuples que le despotisme impérial avait déjà pliés à la servitude furent confirmés dans cette faiblesse par le catholicisme, qui enseigne l'obéissance passive. Les peuples latins qui, comme Vaud, Genève et l'Engadine, adoptèrent la Réforme, se sont montrés aussi propres à manier des institutions libres que les Néerlandais ou les Anglo-Saxons.

De l'étude de l'histoire, on peut donc conclure que si les Français parviennent difficilement à conserver la liberté, cela vient des institutions et des traditions, non de la race. Il en résulte qu'en changeant les institutions civiles et religieuses, on modifierait peu à peu le caractère et on arriverait au même résultat qu'en Amérique ou en Angleterre. Je n'ignore pas la puissance des traditions. Lutter contre son passé est difficile. Il y faut un vouloir persévérant; mais de grandes catastrophes engendrent de grandes résolutions et d'héroïques efforts.

La revanche de la France devrait consister à naturaliser sur notre continent les libres institutions de l'Amérique. Elle arriverait ainsi à exercer une influence plus grande que jamais, et cette fois uniquement bienfaisante. Mais, pour atteindre ce but, de profondes réformes seraient indispensables. J'essaierai d'indiquer celles qui paraissent les plus urgentes.

C'est de l'enseignement à tous les degrés qu'il faudrait s'occuper d'abord. Ce n'est que par la diffusion universelle de l'instruction que les institutions démocratiques se maintiennent et donnent de bons résultats en Amérique et en Suisse. M. Taine vient de nous montrer, dans une peinture effrayante de réalité, comment fonctionne le suffrage universel en France. C'est vraiment la souveraineté de l'ignorance, le règne des ténèbres. C'est le suffrage universel qui a nommé et toujours soutenu Napoléon III, alors même qu'il avait déjà conduit la France au bord de l'abîme. Si l'on ne veut pas enlever au peuple le droit de voter, il faut donc l'éclairer; sinon il n'y a point de salut. Il est même impossible de prévoir à quelles solutions, à quelles catastrophes peut mener le système d'élection tel qu'il est organisé maintenant.

Dans l'enseignement supérieur, tout est à faire. Les facultés actuelles, isolées et peu dotées, n'exercent guère d'influence. Il faudrait les grouper en puissantes et glorieuses universités, comme celle de Paris au moyen-âge ou celles de tous les autres pays encore aujourd'hui. Les détails donnés de temps à autre sur la situa-

tion des études supérieures sont affligeants au delà de tout ce que l'on peut imaginer. Récemment, il a fallu refuser la moitié des élèves pour les cours de chimie à l'école de médecine, faute de place. M. Pouchet nous apprend que, dans la patrie de Cuvier et de Bichat, il n'y a point de chaire d'anatomie générale. M. Victor Meunier nous a tracé le tableau navrant de l'état où l'Empire a laissé l'enseignement supérieur. Tandis qu'en Allemagne on donne des millions pour établir un institut de chimie ou de physiologie, les savants français sont obligés d'étudier dans des entre-sols, sans lumière, et dans des laboratoires insuffisants, sans appareils, sans ressources d'aucune espèce.

L'enseignement moyen est mieux pourvu, mais il faudrait mettre fin à la claustration des jeunes gens empruntée aux couvents et provoquant le développement des mêmes vices. L'influence fâcheuse de l'internat sur les mœurs en France vient d'être encore récemment démontrée jusqu'à l'évidence par M. Sainte-Claire Deville (1). Les faits qu'il cite sont frappants.

Pour donner à l'enseignement primaire et supérieur le développement indispensable, il est nécessaire que tout le monde soit convaincu qu'il y va de l'avenir du pays et mette cette question au-dessus de toutes les autres. Il ne suffit pas de s'en occuper mollement et d'y consacrer les miettes qui tombent de la table toujours trop opulente des autres budgets. Particuliers et gouvernement devraient rivaliser d'efforts et de sacrifices comme en Amérique. On regarde à 20 millions pour établir la gratuité, et ce sont des centaines de millions qu'il faudrait donner sans compter.

Mais où trouver l'argent ? Dans les budgets de la marine et de l'armée. Si la Prusse avait imposé à la France, comme l'a fait Napoléon à la Prusse après Iéna, l'obligation de limiter son armée à 40,000 ou même 80,000 hommes, elle lui aurait rendu le plus signalé service. Voyez les États-Unis ; la guerre terminée, ils ont vendu leur flotte et réduit leur armée à 35,000 hommes. Sans doute, la position de la France est toute différente, et, en temps ordinaire, je comprends que ce pays ne veuille désarmer que de commun accord avec les autres États. Mais aujourd'hui il faut courir au plus pressé, et le plus pressé, à mon avis, est de refaire le pays en répandant l'instruction. Si on augmente le budget de la guerre, comme on le fait en ce moment, et si pour y faire face on élève les impôts et on charge d'entraves toutes les transactions ; si, en même temps, on néglige la culture des sciences et la diffusion des

(1) *Travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*. Août 1871.

lumières, qui seules rendent le travail fécond, il est impossible qu'on ne soit pas devancé par l'Allemagne, qui réduit les impôts, qui fait tout pour faciliter les échanges et qui ne recule devant aucune dépense pour favoriser les progrès des sciences. Est-il sage de tout sacrifier à l'armée pour recouvrer la prépondérance, alors que l'entretien de cette armée empêche de faire ce qui est indispensable au progrès du pays et au développement de sa richesse ? N'est-ce pas tourner le dos au but qu'on poursuit ?

L'organisation administrative exige aussi de grandes réformes. La constitution naturelle de la société est celle-ci. D'abord, la commune qui est comme une extension de la famille et où l'homme trouve aide et protection ; puis, la province ou le canton qui, administre les intérêts d'une région ; enfin, tout au-dessus, l'État qui fait les lois générales, en assure l'exécution et ne s'occupe que des intérêts réellement communs à tout le pays.

En France, la commune a conservé une certaine autonomie ; mais la province a été anéantie, car le département n'est qu'un rouage de la centralisation. Il faudrait reconstituer les anciennes provinces et leur attribuer le règlement de beaucoup d'objets dont s'occupe aujourd'hui l'assemblée nationale, au grand détriment de tous. Par exemple, les travaux publics et l'enseignement moyen devraient leur être restitués. On rappellerait ainsi la vie politique, aux extrémités, au lieu de l'attirer au centre, où elle cause des maux de différentes sortes, entre autres l'excès de la législation, *over-legislation*, comme disent les Anglais, et l'abus du parlementarisme. Ce sont là des maux dont souffrent spécialement la France et l'Italie. Les Chambres toujours réunies, toujours discutant, toujours troublées par les intrigues des partis, agitent le pays inutilement. Il faut faire peu de lois. La société doit se développer librement, et par elle-même. Les lois sont nécessaires, sans doute ; mais comme elles constituent toujours des entraves, il ne faut pas les multiplier, ainsi qu'on le fait de nos jours.

Quatre mois de session devraient suffire. Dans certains États de l'Union américaine, le Parlement ne se réunissait qu'une fois tous les deux ans. En Norwège, un des pays les plus libres et les plus démocratiques de la terre, il ne siège qu'une fois tous les trois ans. On ne voit pas que la félicité publique en souffre.

Fédération des communes constituant la province, fédération des provinces constituant l'État, voilà la forme nécessaire des sociétés libres. Le despotisme l'a brisée ou en a empêché la formation. Il faut aujourd'hui s'en rapprocher de nouveau, à mesure que les localités deviennent plus capables de se gouverner elles-mêmes.

Autre réforme tout aussi indispensable : La critique et le public devraient réagir énergiquement contre l'immoralité croissante des œuvres d'imagination. Les romans, les pièces de théâtre ne semblent avoir de sel que s'ils contiennent au moins un adultère et un bâtard. Quand on peut réunir les deux, le succès est assuré. Les journaux catholiques s'élèvent avec raison contre cette littérature malsaine.

Ce n'est pas que Vienne, Londres ou Berlin méritent le prix de vertu plus que Paris ; mais les œuvres littéraires, qui représentent l'esprit national, sont plus pures en Allemagne et en Angleterre, et n'apportent pas, dans les familles honnêtes, l'écho et l'influence du monde de la débauche et de la licence. Le théâtre moderne est devenu une véritable peste. La contagion qu'il répand rend la régénération morale presque impossible.

Chose essentielle, il faudrait ranimer le sentiment du devoir. Mais pour le peuple, cela ne se peut qu'en réveillant le sentiment religieux. Or, dans les pays catholiques, le réveil du sentiment religieux aboutit inévitablement au triomphe de l'absolutisme papal. Il faut donc choisir entre l'irréligion qui mène au scepticisme, à l'indifférence, à l'affaiblissement du sentiment moral, et la religion qui conduit à la servitude. Le remède serait dans une réforme religieuse. L'Allemagne la tente en ce moment. Aura-t-elle encore assez d'énergie et de foi pour persévérer ? Peut-être. Mais ni en France, ni en Belgique, on ne peut rien espérer de ce côté. L'aplatissement inouï du père Gratry donne la mesure du degré d'énergie qui reste aux âmes. La lutte continuera donc entre le fanatisme romain et l'incrédulité railleuse de Voltaire. Or, Voltaire sera à la longue vaincu par Loyola. C'est, à mon avis, le plus triste côté de la situation actuelle.

Le grand remède serait un large enseignement de la morale universelle, au-dessus des partis et des cultes, et en vue de former avant tout des hommes et des citoyens.

Le respect et le goût de la liberté manquent encore singulièrement à tous les partis en France. Ce qu'il y a de plus affligeant, ce n'est pas que le gouvernement porte atteinte aux droits individuels ; c'est que les journaux, gardiens naturels des immunités de la nation, ne réclament pas ou approuvent. Voici quelques exemples récents.

Le ministre de l'intérieur ordonne de fermer tout cabaret où se signera une pétition pour demander la dissolution de l'Assemblée, quoique le droit de pétition soit reconnu même dans les gouvernements absolus. Un préfet fait saisir la presse d'un journal de l'opposition, et cela paraît naturel. Distribue-t-on des brochures pour

justifier la politique de l'empereur déchu; aussitôt le gouverneur militaire de Paris donne l'ordre aux soldats d'arrêter les porteurs de ces brochures. On prépare, en ce moment, des lois contre l'*Internationale*, contre les grèves et contre la presse. Cette intolérance est l'esprit même du catholicisme, qui reste toujours le ressort des âmes, même chez ceux qui croient l'avoir rejeté (1).

Je suis convaincu que l'origine des principales fautes commises par la France doit être cherchée dans l'influence du catholicisme. C'est le catholicisme qui a amené le triomphe du despotisme sous l'ancien régime, qui a fait avorter la Révolution française, et qui, aujourd'hui encore, organise une véritable croisade contre la diffusion de l'instruction, d'où dépend, en grande partie, l'avenir de la France.

Cette hostilité montre clairement où il faut porter tous les efforts. Je voudrais voir rebâtir les Tuileries pour y installer la grande université de Paris, généreusement dotée et comptant les hommes les plus distingués du pays parmi ses professeurs. Dans l'ancien palais du roi trônerait le vrai souverain de l'avenir, la science. La France affirmerait ainsi aux yeux du monde qu'elle veut s'adonner tout entière au progrès de la civilisation. C'est en s'élevant au-dessus des nations rivales par la noblesse de ses sentiments, par la multiplicité de ses découvertes, par les améliorations du régime politique et social, qu'elle prendrait une revanche dont l'humanité tout entière profiterait, et dont la Belgique surtout aurait à se féliciter.

ÉMILE DE LAVELEYE.

(1) « Si paradoxal que cela paraisse, dit M. John Lemoine, la France de 89 est également la France du *Syllabus*. Or, dans la doctrine du *Syllabus*, qui est la seule doctrine catholique, la liberté est un mal, ou plutôt, c'est le mal. Par conséquent, le libre examen, les libres discussions, la libre interprétation sont condamnés *à priori*; par conséquent, la presse, qui est la forme principale de toutes ces libertés, est un mal. Cette doctrine domine toute notre éducation nationale toute notre politique. »
